

DGA Services Urbains et Patrimoine

Avis de la Direction de l'Espace Public

Commune :	GRIGNY
Adresse :	Cœur de Ville – République
Demandeur :	Grand Paris Aménagement - Tom MONNIER
Objet :	Avis et observations sur AVP Bouclage HTA

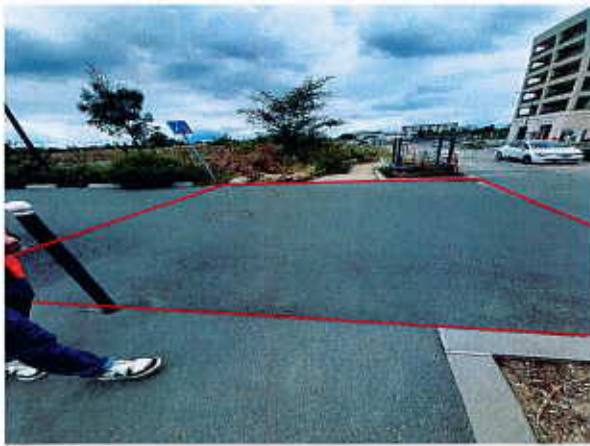
Service Voirie, Propreté et Espaces Publics :

Prescriptions :

Rendez-vous sur site fait avec GPA sur le futur bouclage HTA de Grigny centre-ville, il a été proposé les reprises d'enrobés suivantes après passage Enedis :

- Pleine largeur sur trottoirs depuis le pied de bâtiment jusqu'aux bordures de trottoirs sur tout le tracé (réf : captures écrans).
- Repise de la traversée angle rue de la fraternité / rue de l'égalité pleine largeur (réf : photos).





Service Espaces Verts :

Un constat d'état des lieux contradictoire préalable est obligatoire en présence d'espaces verts communautaires situés dans l'emprise des travaux ainsi qu'à proximité immédiate du lieu d'intervention. La demande d'établissement en incombe à l'intervenant et devra être adressée au service des espaces verts au plus tard 15 jours avant le début de l'intervention.

Un constat des lieux contradictoire à l'issue des travaux devra également être organisé pour vérifier que les prescriptions formulées par la collectivité ont bien été prises en compte et que les espaces verts ont bien été remis en état.

Si nécessaire, le service espace vert peut être invité à participer aux réunions de chantier au cours des travaux.

Contact : d.delpin@grandparissud.fr ; jb.bourg@grandparissud.fr ; a.beucher@grandparissud.fr.

Au sujet des espaces verts existants, le demandeur devra respecter les prescriptions ci-dessous :

- Concernant les arbres

Le constat contradictoire avec le service Espaces Verts de GPS permettra de déterminer conjointement s'il est réellement possible de maintenir l'intégrité des arbres du domaine public à proximité immédiate du chantier.

Pour les arbres conservés, il est demandé de suivre les préconisations ci-dessous afin de les protéger :

- Privilégier la confection d'une protection autoportante de 2 m x 2 m x 2 m de hauteur en planche (lorraines) autour et espacée du tronc. A défaut, si cette installation n'est pas possible en raison du contexte du chantier, une protection en fourreau de plastique peut être envisagée. Dans tous les cas, la protection des sujets est obligatoire.

- Aucune intervention de creusement à une distance inférieure à celle du diamètre du houppier de chaque sujet ne devra être effectuée. Cela s'applique notamment pour toute nouvelle implantation de réseaux. Toute intervention à une distance inférieure se fera sur dérogation du service des espaces verts avec adaptation des techniques utilisées pour limiter les impacts et nécessitera la mise en place d'un dispositif anti-racines aux frais de l'intervenant. En tout état de cause, il est interdit de couper ou mutiler les racines d'un diamètre supérieur ou égal à 5 cm sans avis du service des Espaces Verts. Les racines éventuellement impactées devront être coupées de manière nette et précise et les outils utilisés devront être désinfectés entre chaque sujet.
- Il est interdit de porter atteinte à l'intégrité des arbres situés sur le domaine public. En particulier, il est interdit de planter des clous, des broches ou des agrafes dans les arbres, de les utiliser comme support de lignes, câbles ou tout autre matériel de construction, d'y apposer des plaques indicatrices de toute nature, des affiches et autres objets.
- Les branches de chaque sujet dans le périmètre du chantier devront faire l'objet de la plus grande attention lors des manœuvres des engins de chantier. Si certaines branches basses devaient entraver les déplacements d'engins ou l'installation du chantier, une taille pourrait être réalisée par une entreprise spécialisée et contrôlée par le service Espaces Verts.
- A la fin du chantier, et si nécessaire, les arbres seront aspergés d'eau pour faire disparaître les poussières déposées sur le feuillage (ciment, plâtre, chaux, sable, limon, projections diverses...).
- Aucun dépôt de matériel lourd ni de circulation d'engins lourds ne doit se faire sous le houppier des arbres au risque de tasser les sols et d'asphyxier les racines.

Si ces prescriptions ne peuvent être respectées, une expertise devra intervenir avant le début des travaux. Cette expertise devra être faite aux frais du pétitionnaire par l'expert mandaté par le gestionnaire.

L'expert devra déterminer si la pérennité des sujets impactés dans le cadre et à l'issue des travaux est confirmée. Si l'analyse traduit un risque pour l'avenir des arbres (à un horizon de 5 à 10 ans), la responsabilité devra être clairement établie, la suppression des arbres faite dans le cadre du chantier, les mesures compensatoires et la prise en charge financière appliquées. **Ainsi pour chaque arbre abattu, de 1 à 3 sujets devront être replantés, idéalement sur l'espace public, à proximité du projet.**

Dans le cas où il est avéré, dès la réunion préparatoire, qu'il n'est pas possible de conserver l'un et/ou l'autre des arbres, une décision d'abattage devra être validée. Là encore, **il(s) devra(ont) alors être remplacés à proximité, à la charge du pétitionnaire** dans le respect des règles de l'art sous le contrôle de GPS et de la ville par une essence adaptée au contexte de l'aménagement. **L'arrosage durant les 2 premières années sera également à la charge du pétitionnaire.**

Il est par ailleurs rappelé que les arbres d'alignement sont désormais protégés par la loi (article L.350-3 du code de l'environnement du 23 février 2022). Ainsi, tout abattage doit être autorisé par l'autorité compétente, le représentant de l'Etat du département (Essonne : ddt-se-bbt@essonne.gouv.fr; Seine-et-Marne : ddt-sepr-pfcmn@seine-et-marne.gouv.fr), via le dépôt d'un dossier complet (à minima constitué de l'identité et des coordonnées du pétitionnaire, de la localisation et de la description des arbres concernés, et des motifs de l'abattage). Les délais d'instruction sont de 1 mois minimum mais peuvent aller au-delà en cas de demande de compléments. Le service Espaces Verts demande à être mis en copie de toute demande d'autorisation d'abattage concernant des arbres communautaires.

- Concernant les espaces enherbés

Dans le cas où les travaux impacteraient les espaces enherbés communautaires, leur réfection devra se faire à l'identique à la charge de l'intervenant et par une entreprise spécialisée espaces verts selon les règles de l'art. Dans l'idéal, les terres extraites seront stockées sur film géotextile en respectant les horizons naturels jusqu'à la côte -30cm afin d'être réutilisées sur place. Si cela s'avère impossible, le remblaiement sera effectué avec des matériaux identiques à ceux extraits à l'ouverture. Le complément sera fait avec de la terre végétale agréée par le service des espaces verts.

Pour les travaux de ré-engazonnement (gazon, prairies), les compositions devront être agréées par le service espaces verts.

- Concernant les massifs (fleuries, arbustifs, de graminées, mixtes...)

Dans le cas où les travaux impacteraient les massifs communautaires, leur réfection devra se faire à l'identique, à la charge de l'intervenant et par une entreprise spécialisée espaces verts selon les règles de l'art. Le remblaiement s'effectuera avec de la terre végétale agréée par le service des espaces verts et le choix des espèces et des variétés devra se faire également avec la validation du service espaces verts.

Eclairage public et signalisation lumineuse tricolore :

Présence de réseaux souterrains d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore avec leurs supports et équipements (candélabres/lanternes/poteaux/équipements de signalisation lumineuse tricolore).

Des protections spécifiques devront être mises en œuvre pour les terrassements.

En cas de dégradations des installations d'éclairage public ou de signalisation tricolore, les travaux seront réalisés dans les règles de l'art, aux frais du pétitionnaire, par des entreprises agréées et sous le contrôle du service éclairage public.

Les demandes de consignation du réseau seront à formuler auprès de l'entreprise titulaire du marché d'entretien de l'éclairage public.

Aucun raccordement provisoire électrique du chantier ne sera installé et posé sur les candélabres ou supports existants. Un réseau spécifique (ex : plots bétons et poteaux bois) sera déployé aux frais et sous la responsabilité du demandeur.

Direction :

Il est fort regrettable que ce secteur aménagé plus ou moins récemment subisse des travaux d'envergure sur le réseau, qui viennent impactés les aménagements déjà existants.

Un rdv préalable avec le service Espaces Verts est obligatoire avant le démarrage des travaux.

Les prescriptions émises par les services ci-dessus doivent être impérativement respecté.

Un constat d'huissier ou un reportage photographique complet (daté et géoréférencé) devra être établi en amont du démarrage du chantier. Tous les espaces impactés seront remis en état au frais du pétitionnaire. Un constat de fin de chantier devra impérativement être élaboré en présence de toutes les parties.

Les avis des services évolueront au fur et à mesure de l'avancée du projet et des rdv sur site ou rdv de chantiers.

Fait à Lisses, le 9 septembre 2025

Nicolas DUCEPT
Directeur de l'Espace Public

